

## **Une architecture renforcée du Commerce international au service du développement économique : Un programme d'action**

### **La menace d'une impasse à Hong Kong**

En décembre prochain, les ministres du commerce extérieur se réuniront à Hong Kong. Ils évalueront les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du mandat qu'ils ont confié à leurs négociateurs lors de la Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Doha, au Qatar, fin 2001. Ce mandat préconisait la poursuite des négociations multilatérales afin de réduire significativement le recours à des politiques distordant les échanges commerciaux et d'accroître la dimension « développement » de l'OMC. Ce mandat a d'ailleurs été surnommé l'Agenda du Développement de Doha, et le défi lancé aux Membres de l'OMC consiste à trouver un accord favorisant le développement. Jusqu'à présent, ils n'ont pas atteint cet objectif, et les négociations du Doha Round, toujours plus difficiles, pourraient déboucher sur une impasse dans les mois qui viennent.

Eviter cette impasse est capital. Comme le souligne le Rapport sur « Le commerce au service du développement » de l'Equipe du Projet « Objectifs du Millénaire » des Nations Unies, atteindre un objectif ambitieux—une forte libéralisation de l'accès aux marchés, l'abolition des crêtes tarifaires, une forte baisse de la protection accordée aux produits agricoles, des engagements substantiels en faveur d'un commerce plus libre des services—génèrera des gains largement supérieurs aux pertes. Encourager les opportunités commerciales pour les producteurs compétitifs et réduire les prix pour les consommateurs fera progresser les perspectives mondiales de développement et permettra d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Une libéralisation multilatérale importante réduirait aussi les discriminations commerciales, de plus en plus répandues avec le nombre toujours croissant d'accords commerciaux préférentiels (Sutherland et al., 2004).

Livrés à eux-mêmes, les Etats-nations tendent à poursuivre des politiques discriminatoires d'accès au marché, au détriment du bien-être mondial et de l'intérêt des nombreux ménages pauvres des pays en développement. L'OMC est le seul outil qui permette de fournir ce bien public global qu'est une libéralisation multilatérale non discriminatoire du commerce mondial.

Proposer de nouvelles options permettant d'accroître la dimension développement de l'OMC a fait l'objet d'un projet de recherche récent. Ce document résume les conclusions et les recommandations principales de ce projet.<sup>1</sup>

### **Trois points pour sortir de l'impasse**

Une action sur trois fronts permettrait aux Membres de l'OMC de promouvoir le développement :

- *Se mettre d'accord sur une libéralisation multilatérale significative de l'accès aux marchés.* Atteindre l'objectif ambitieux du Doha Round exige de reconnaître ouvertement qu'il y aura des perdants et que les bénéfices de la réforme seront distribués de manière inégale entre les pays. Une libéralisation multilatérale bénéficiant au monde entier exige que chaque pays se pourvoie de ses propres mécanismes d'aide aux perdants. Le système multilatéral des échanges doit permettre de tels ajustements. Ainsi, quand les pertes sont dues à l'érosion de préférences commerciales, les pays accordant ces préférences doivent prendre des actions bilatérales pour compenser ces pertes.
- *Soutenir les pays les plus pauvres pour qu'ils prennent les mesures destinées à accroître leur compétitivité et productivité, et traitent la question des coûts d'ajustement.* Une hausse significative de l'« aide au commerce »—c'est à dire une aide au développement destinée à accroître la capacité commerciale du pays bénéficiaire—permettrait à un plus grand nombre de pays de profiter des opportunités offertes par le commerce international, y compris de celles découlant de réformes unilatérales.
- *Adopter une approche des négociations aidant les gouvernements des pays en développement à instaurer les politiques et faire les investissements dont ils ont besoin pour profiter des règles de l'OMC.* Ceci implique de renoncer à l'approche actuelle consistant à définir «un traitement spécial et différencié» pour les pays en développement qui soit exclusivement conçu en termes d'exceptions aux règles de l'OMC—une approche qui, de notre point de vue, n'a pas été capable promouvoir le développement.

---

<sup>1</sup> Le projet "Global Trade and Financial Architecture" a été présidé par Ernesto Zedillo et a bénéficié du soutien financier du Department for International Development (DFID) du Royaume Uni. Les membres du Comité d'organisation de ce projet de recherche comprenaient John Audley, Simon Evenett, Joseph Francois, Eleanor Fuller, Gerry Helleiner, Bernard Hoekman, Faizel Ismael, Hans Peter Lankes, Ricardo Melendez-Ortiz, Patrick Messerlin, Dominique Njinkeu, Howard Pack, Sheila Page, Susan Prowse, Jayanta Roy, Kamal Saggi, Jose Manuel Salazar, Sok Siphana, Thierry Verdier et L. Alan Winters. Tous les membres de ce groupe participaient à titre strictement personnel. Le projet se fonde sur le Rapport « Le commerce au service du développement » de l'Equipe du Projet des Objectifs du Millénaire des Nations Unies (UN, 2005). Une synthèse plus complète des résultats du projet de recherche ainsi que toutes les sources de références sont disponibles sur les sites <<http://www.ycsg.yale.edu>> et <<http://www.gem.sciences-po.fr>>.

A ce jour, les avancées sur ces trois fronts sont décevantes. Les pays membres du G8 se sont clairement engagés à fournir une « aide au commerce » supplémentaire, mais cette position a été le fruit du travail de commissions indépendantes (l'Equipe du Projet des Objectifs du Millénaire sur le commerce, 2005; la Commission pour l'Afrique, 2005) ou a été menée par la communauté internationale en charge du développement et des finances. Par contre, jusqu'à présent, les négociations du Doha Round ont vu les intérêts acquis menacés dicter les positions de tous les Membres de l'OMC, riches ou pauvres. Les participants ont fait peu d'efforts pour dépasser les modalités et les approches traditionnelles de négociation, comme le révèlent les efforts renouvelés pour négocier encore davantage d'accords commerciaux préférentiels.

Ainsi, malgré trois ans de négociations commerciales multilatérales, les objectifs de développement n'ont toujours pas été sérieusement abordés.

Les réformes des politiques distordant les échanges agricoles sont restées limitées, alors que ces politiques, qui causent les distorsions internationales les plus importantes, doivent être sérieusement discutées à la table des négociations du Doha Round. Certes, les efforts accomplis pour obtenir des engagements en faveur de la suppression progressive des subventions à l'exportation sont importants. Toutefois, ils doivent être complétés par un souci équivalent de réduire les droits de douane. Or, l'approche adoptée jusqu'ici en ce domaine, tant au Nord qu'au Sud, rend improbable l'accès à une libéralisation effective, comme l'illustre d'ailleurs la volonté d'exclure les produits "sensibles" qui sont souvent les plus fortement protégés.

Les services représentent un domaine majeur de négociation, avec d'importants effets positifs potentiels sur le développement. Mais, ici encore, on n'a, à ce jour, guère constaté une volonté en faveur de changements. Pour de nombreux pays en développement, obtenir pour leurs offreurs de services un meilleur accès par le biais d'un mouvement temporaire des personnes (migration) peut faire une grosse différence, comme le feraient des engagements en faveur de la libéralisation qui seraient pris par les pays en développement eux-mêmes. Or, jusqu'à maintenant, les offres faites par les deux parties sont limitées.

En ce qui concerne l'accès aux marchés non agricoles, les modalités de négociation proposées permettraient d'abaisser, de façon significative, les taux de protection les plus élevés, y compris les crêtes tarifaires cruciales en vigueur dans le textile ou d'autres secteurs de l'OCDE, et de réduire les droits de douane moyens plus élevés dans les principaux pays en développement. Mais là encore, peu de progrès ont été accomplis.

### **Identifier les contraintes politiques est impératif**

Les réformes commerciales ne bénéficieront pas à tous les individus ou groupes d'individus. Si tout le monde devait y gagner, les réformes envisagées lors de la Ministérielle de Doha auraient été adoptées depuis longtemps. Dans les faits, ces réformes requièrent le leadership tant du Nord que du Sud. C'est un défi lancé à tous les gouvernements, pas seulement à ceux des pays membres de l'OCDE.

Pour les producteurs et les travailleurs concernés, les effets des réformes des politiques commerciales n'ont rien de particulier dans la mesure où des changements de technologies ou de goûts des consommateurs, pour ne prendre que ces deux exemples, imposent des coûts et des gains très semblables. Cependant, modifier des politiques requiert des prises de décisions de la part des gouvernements. Aussi les coûts liés à des changements de politique commerciale peuvent ralentir la mise en place d'un régime commercial plus libre et ouvert.

Lorsqu'on vise une libéralisation commerciale ambitieuse, qui bénéficierait tant aux pays à haut revenu qu'aux pays en développement, l'honnêteté est essentielle: La question des coûts d'ajustement dans chaque pays doit être ouvertement reconnue et abordée explicitement. Les moyens pour accomplir cet ajustement existent puisqu'une ouverture ambitieuse des marchés engendrera des bénéfices largement supérieurs aux pertes. Ce qu'il faut, ce sont des mécanismes redistribuant une part de ces bénéfices aux groupes perdants.

### **Les « belles opportunités » sont toujours possibles... mais exigent de dépasser le cadre de l'OMC**

Le manque de progrès dans l'ouverture des marchés est parfois dû au manque d'intérêt de la part des exportateurs en présence. Ceci est partiellement vrai aujourd'hui. Certes, si les plus grands pays trouvent leur compte aux négociations actuelles—les « belles opportunités » possibles existent clairement en matière d'accès aux marchés—les gains potentiels sont limités pour de nombreux pays, plus petits ou plus pauvres, qui sont confrontés à la perte éventuelle de leurs accès actuels privilégiés à certains marchés importants.

Les grands pays émergents maintiennent des droits de douanes et autres barrières aux échanges bien plus élevés que ceux des pays de l'OCDE. Réduire ces barrières bénéficiera aux exportateurs de l'OCDE et donnera un coup de fouet au commerce Sud-Sud. Cette perspective devrait aider à mobiliser les soutiens politiques au sein de l'OCDE nécessaires pour mettre en oeuvre les réformes. Dès lors, pour les pays émergents, le problème n'est pas

l'agenda, mais le fait que la libéralisation est coûteuse pour les groupes jouissant de la protection commerciale actuelle.

Pour de nombreux pays plus petits et pauvres, les coûts d'ajustement sont aussi une source de préoccupations. Mais ces soucis sont amplifiés par le fait que ces pays manquent de la compétitivité internationale et la réactivité en terme d'offre qui leur sont indispensables pour tirer profit d'un commerce international plus libre. C'est une des raisons pour lesquelles il est important que l'objectif ambitieux fixé à Doha soit complété par un effort concerté visant à accroître la capacité de ces pays à exploiter les opportunités offertes par le commerce international et à résoudre les problèmes liés au processus de libéralisation.

Les coûts d'ajustement pour les pays en développement sont une conséquence inévitable d'un Doha Round ambitieux. Plus le Round sera ambitieux, plus les gains de revenu à moyen terme seront élevés, mais également plus les coûts d'ajustement à court terme seront importants, y compris en matière fiscale, suite à la baisse des revenus provenant des taxes sur les échanges. Certains pays en développement pourraient être perdants à la suite de réformes commerciales qui amélioreraient le bien-être international—suite à une profonde libéralisation non-discriminatoire des échanges qui diminuerait la valeur des préférences commerciales dont ils jouissent, ou augmenterait les coûts des importations de certains produits de base. Aussi, les pays les plus pauvres qui n'ont pas diversifié leur économie et dépendant d'un accès privilégié aux grands marchés pourraient avoir peu à gagner dans l'immédiat. Ceci est particulièrement vrai pour les pays qui n'entreprennent pas leurs propres réformes domestiques afin d'accroître leur compétitivité.

#### **Quatre domaines d'action**

Pour tenir la promesse d'un "Round pour le développement", il faut agir dans les quatre domaines précis suivants:

- Compenser les pertes liées à l'érosion des préférences commerciales par des transferts financiers provenant des pays qui accordaient les préférences;
- Étendre de façon significative le financement par dons, à travers un mécanisme d'intégration d'"aide au commerce" permettant d'identifier et de dénouer les contraintes liées à la capacité commerciale et à la compétitivité de chaque pays, au cas par cas;
- Insister sur l'objectif du développement et l'impact des politiques commerciales dans les pays en développement plutôt que sur les seules dérogations aux règles de l'OMC;

- Faire un effort mondial concerté pour améliorer la transparence grâce à une meilleure collecte des données, une meilleure analyse de l'impact des politiques commerciales, et une meilleure diffusion des informations appropriées.

### *1. L'érosion des préférences*

Les inquiétudes concernant l'érosion des préférences commerciales doivent être abordées ouvertement. La libéralisation non discriminatoire du commerce par les Membres de l'OMC est comparable à un bien public mondial: tout le monde profite, à moyen terme, de l'augmentation de l'efficacité résultant de la suppression de distorsions mondiales des prix, laquelle pousse les pays à produire en fonction de leurs avantages comparatifs. Ceci implique qu'un recours moins important aux préférences commerciales grâce à une libéralisation globale lors du Doha Round augmente ce bien public. Ceci n'est pas nier la légitimité des préférences ou les bénéfices qu'elles peuvent apporter à leurs bénéficiaires. Mais il reste que les préférences sont sources de distorsions et que les gouvernements en veulent toujours davantage.

Les recherches effectuées suggèrent que les pertes mondiales résultant de l'érosion éventuelle des préférences seront limitées, comparées aux gains nets mondiaux attendus d'une ambitieuse libéralisation des échanges. Toutefois, la question des pertes est importante pour les pays qui seront concernés, et elle doit être abordée dans une perspective mondiale, sans quoi les perdants pourraient bloquer tout progrès dans le Doha Round. Il est tout aussi important, d'un point de vue politique, que les intérêts protectionnistes de l'OCDE n'utilisent pas la question de l'érosion des préférences pour plaider en faveur du maintien du status quo comme système d'aide aux pays en développement bénéficiant actuellement de préférences. Les peurs liées à l'érosion des préférences pourraient bien saper les efforts visant à libéraliser globalement l'accès aux marchés.

Aborder les questions relatives à l'érosion des préférences *dans le cadre* des négociations commerciales serait vraisemblablement contre-productif. Cela se solderait probablement par davantage, plutôt que moins, de discriminations entre les pays en développement—en fait ce serait voler Pierre pour payer Paul. (Par exemple, accorder un accès privilégié aux exportations de services d'un petit pays pour compenser ses pertes de préférences dans les biens entamera la capacité à rivaliser sur les marchés des services des exportateurs non-avantagés, augmentant les prix pour les consommateurs et plaçant tout le monde, sauf le pays privilégié, dans une situation moins bonne.)

Utiliser des instruments non-liés aux échanges, comme l'aide au développement bilatérale, constituerait une meilleure approche pour compenser les victimes de l'érosion des préférences. Comme le principal aspect négatif de cette érosion découle de la suppression de barrières commerciales spécifiques dans certains pays de l'OCDE, le problème de l'érosion doit être examiné par le pays accordant la préférence. L'intention première de ces préférences était de ne pas transférer directement des ressources mais plutôt d'aider les pays à développer leurs exportations. Des aides peuvent parvenir à ce résultat. Nombre de pays parmi les plus pauvres aujourd'hui n'ont pas réussi à diversifier et accroître leurs exportations, même avec les préférences dont ils jouissent, car la réactivité nécessaire en terme d'offre leur fait défaut, ou car ils ne sont pas compétitifs. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle accorder davantage de préférences aux pays les plus pauvres—par exemple, pour un accès plus large aux marchés émergents—ne débouchera probablement sur aucun bénéfice.

Par conséquent, l'érosion des préférences est un problème qui doit être pris au sérieux, et "compenser" les pertes qui en résultent doit se faire en dehors du cadre de l'OMC—avec la volonté de réduire la prépondérance des outils favorisant la distorsion des échanges. Ainsi, les pays accordant des préférences commerciales pourraient s'engager à transférer à chaque bénéficiaire la valeur estimée de leur programme préférentiel actuel sous la forme de subventions. Le raisonnement politique de cette action repose sur le fait que ces subventions permettront de viser un résultat plus ambitieux à Doha, ce qui profiterait à tous les Membres de l'OMC. Une telle compensation bilatérale visera nécessairement et uniquement les pays qui ont su tirer profit des opportunités que leur donnait leur accès préférentiel. Les pays qui se sont révélés incapables de tirer profit d'un tel programme devront être assistés par le biais d'une aide au commerce accrue.

## *2. Le financement de l'aide au commerce: un programme d'intégration commerciale multilatéral*

Une libéralisation ambitieuse de l'accès aux marchés bénéficiera aux pays en développement en tant que groupe. Toutefois, certains pays—notamment les plus pauvres—pourraient n'avoir pas grand-chose à gagner d'un Round ambitieux, étant donné le peu d'attraits qu'ils peuvent représenter pour les investisseurs et les milieux d'affaires.

Pour accroître les bénéfices de l'accès au marché mondial, des ressources supplémentaires destinées spécialement au développement de l'aide au commerce seront nécessaires.

L'engagement récent pris par les chefs de gouvernements du G8 est un premier pas capital dans cette direction. Il vise à augmenter l'aide aux pays en développement afin que ces derniers bâtissent les capacités institutionnelles, physiques et humaines leur permettant de

faire des échanges, développent leurs capacités commerciales et profitent des nouvelles opportunités résultant d'une conclusion favorable du Doha Round.<sup>2</sup> En valeur absolue, la libéralisation multilatérale des échanges profitera davantage aux pays les plus riches qu'aux pays en développement. Le commerce est un bon usage de certaines aides supplémentaires que les pays de l'OCDE accepteraient de fournir—en fait, redistribuant une partie des gains issus de la libéralisation pour permettre aux pays en développement d'augmenter leur capacité commerciale.

Entreprendre une réforme commerciale et participer effectivement au système commercial mondial place les pays les plus pauvres face à une série de défis. Ils doivent payer les coûts d'ajustement avant même de bénéficier de l'émergence de nouvelles activités économiques. Bien des pays en développement parmi les plus pauvres sont mal équipés pour profiter pleinement des opportunités commerciales. Un accès plus facile à des marchés sans avoir la capacité d'offrir des exportations compétitives n'est pas d'un grand secours. De même, pour profiter de la libéralisation de leurs propres politiques commerciales, les pays en développement ont besoin d'un environnement qui permette la mobilité de la main d'œuvre et des capitaux, et qui facilite l'investissement dans de nouveaux secteurs—nécessitant notamment un système financier efficace et de bons services de transport et logistique. Les pays dont les ressources fiscales dépendent largement des droits de douane devront réformer leur système fiscal. Les pays les plus pauvres devront inévitablement faire des réformes complémentaires avant—et en rapport avec—les réformes commerciales. L'aide au commerce ne peut en aucun cas se substituer à des progrès en matière d'accès aux marchés ou à des réformes domestiques unilatérales. Mais elle peut accroître fortement les gains d'opportunités commerciales accrues pour bien des pays pauvres en aidant financièrement leurs réformes et en leur fournissant ce bien public mondial que constitue un commerce substantiellement plus libre.

Bien que les modalités concernant l'administration, l'allocation, et le contrôle des aides supplémentaires restent à définir, les principes de base auxquels le mécanisme d'aide au commerce doit répondre sont simples: le soutien financier doit se présenter sous forme de dons, être crédible et prévisible, concerner davantage de pays que les seuls pays les moins avancés, reposer sur un processus d'identification des besoins en matière de capacité commerciale mené et géré par le pays lui-même, et avoir des processus et des résultats contrôlés de manière indépendante.

---

<sup>2</sup> Cf. Déclaration du G-8, Gleneagles 2005, texte concernant l'Afrique, paragraphe 22 (a).

La crédibilité de l'aide et son caractère prévisible sont des plus importants. Les promesses passées, faites en dehors d'un cadre juridique, en matière l'aide au commerce n'ont pas été tenues. Faire davantage de promesses aux pays à faible revenu ne leur donne guère l'assurance que leurs inquiétudes seront entendues. L'expérience montre à quel point il faut disposer d'un mécanisme assurant des aides spécifiques destinées à compenser des contraintes identifiées en matière de compétitivité commerciale comme à compenser les coûts d'ajustement liés aux réformes.

Bien qu'affecter spécifiquement une aide ne soit généralement pas une approche efficace, nous la soutenons dans le cas de l'Agenda de Doha, en se fondant sur l'argument du bien public mondial présenté ci-dessus. Sans une telle action, une conclusion ambitieuse du Doha Round est peu probable. Notre soutien en faveur d'une aide au commerce spécifique et complémentaire ne nie en aucune façon le fait que le soutien à la compétitivité commerciale et à l'intégration doive suivre les programmes et politiques du pays. Au contraire. Aussi, nous recommandons que l'engagement à soutenir financièrement le commerce soit limité dans le temps—il doit couvrir la durée de mise en place des accords du Doha Round—et que le mécanisme d'aide utilise des processus d'aide déjà existants.

### *3. Pays en développement : Des exceptions à l'aide pour atteindre les objectifs de développement*

L'une des questions les plus importantes à laquelle doivent répondre les responsables politiques dans le cadre du Doha Round concerne les circonstances, s'il en existe, autorisant un pays en développement à recourir à des politiques commerciales pour poursuivre leur développement (par exemple à utiliser des barrières aux importations pour protéger une industrie nationale). Notre position est que toutes les règles fondamentales de l'OMC en matière de politique commerciale s'appliquent indifféremment à tous les pays, riches ou en développement. Cependant, ces règles ne tiennent pas compte du fait que les gouvernements peuvent être contraints de recourir aux politiques commerciales en l'absence d'autres moyens plus efficaces (par exemple, la faible base fiscale d'un pays peut empêcher ce dernier de recourir à des subventions). Se conformer aux règles de base de l'OMC est aussi plus onéreux pour un Membre de l'OMC à faible revenu que pour un pays riche, dans la mesure où les règles négociées à l'OMC reflètent le status quo prévalant dans les pays industrialisés.

Accorder des dérogations favorisant l'utilisation de politiques commerciales par les pays en développement—l'approche traditionnelle de l'OMC et le cœur des négociations de Doha sur le traitement spécial et différencié—n'est pas toujours le meilleur moyen d'atteindre les objectifs de développement. Au lieu de se concentrer exclusivement sur de telles dérogations,

le système commercial mondial soutiendrait plus efficacement le développement s'il permettait un contrôle indépendant des effets sur le développement des politiques commerciales et de celles liées aux échanges, en plus du mécanisme d'aide au commerce proposé ci-dessus. Ce qu'il faut, c'est aider plus activement les pays en développement à atteindre leurs objectifs commerciaux, et à laisser de côté le recours exclusif à la négociation d'exceptions et d'exemptions en faveur de ces pays.

Cette approche plus active n'implique pas de cesser toute négociation sur des disciplines rigoureuses. Au contraire, elle met davantage l'accent sur l'identification et la poursuite par un pays d'un agenda et de priorités nationales en matière commerciale et d'intégrer le programme d'aide au commerce proposé dans ces derniers. L'objectif serait de réduire ce sentiment de besoin qu'ont les gouvernements de recourir à des outils de politique commerciale coûteux, d'insérer la mise en oeuvre des règles de l'OMC dans le contexte national, et d'évaluer les effets du commerce et des politiques qui lui sont liés.

Des options différentes et complémentaires peuvent être examinées pour rendre cette idée opérationnelle. La plus limitée consiste à développer l'accord conclu en matière de facilitation des échanges, en stipulant (rendant obligatoire) que les décisions prises soient conditionnelles à une aide appropriée des pays industrialisés envers les pays en développement. Il serait plus ambitieux de mettre au point un mécanisme multilatéral destiné à aider les pays en développement à poursuivre leurs objectifs nationaux par le biais d'outils qui ne provoquent aucune distorsion des échanges. Une proposition qui irait dans ce sens—mais qui n'a pas le soutien de tous les membres du comité d'organisation de ce projet de recherche—consisterait, pour les membres de l'OMC, à se mettre d'accord sur un noyau de mesures auxquelles *tous* les membres devraient se plier, et à autoriser les pays en développement à préparer un « plaidoyer pour le développement » dans les différends relatifs à la violation des règles qui ne fassent pas partie de ce noyau. Un résumé plus long des résultats de ce projet de recherche expose plus en détail ces alternatives.<sup>3</sup> Décider d'une approche particulière nécessite une réflexion impliquant tous les Membres de l'OMC. Un des moyens permettant à l'OMC de permettre une meilleure cohérence des politiques de développement passe par la décision d'étudier les alternatives allant en ce sens.

#### *4. Un programme mondial de transparence des politiques*

Poursuivre l'objectif de développement par le biais des réformes des politiques commerciales multilatérales (accès aux marchés) et aborder les priorités commerciales nationales (besoins

---

<sup>3</sup> Voir <<http://www.ycsg.yale.edu>> ou <<http://www.gem.sciences-po.fr>>.

en termes de capacité commerciale) nécessite des informations sur les politiques existantes. Des données détaillées et régulières sur les politiques et leurs impacts sont indispensables pour élaborer des stratégies de libéralisation, déterminer les effets des politiques nationales et contrôler leur adéquation avec le commerce et les engagements en matière d'aide.

De telles données ne sont pas aisément disponibles pour le moment, et elles ne sont pas collectées ni compilées de manière exhaustive par l'OMC ou par une autre organisation internationale. Les informations concernant les droits de douane sont limitées, celles concernant les politiques non douanières (antidumping, actions de sauvegarde, normes techniques) le sont encore plus, et les données disponibles sur les politiques liées au commerce des services, aux investissements et à la mobilité des personnes sont encore plus rares. De plus, la plupart des informations disponibles ne sont pas dans le domaine public, mais réservées aux seuls gouvernements.

Rassembler ces informations et les mettre gratuitement à disposition du public nécessite un effort concerté. Sans un tel effort, l'efficacité et la faisabilité de la plupart des propositions faites ci-dessus seraient réduites car l'analyse et le contrôle de l'impact des politiques s'en trouveraient fortement limités. Rassembler ces informations est complexe. Nous préconisons donc qu'un groupe d'experts soit constitué pour mettre au point une méthodologie pratique destinée à collecter les données et établir un processus de contrôle. Ce groupe définirait quel type de données en particulier devra être récolté, déterminerait les implications budgétaires nécessaires pour soutenir cet effort global de collecte de ces données, et conseillerait sur les conditions préalables nécessaires pour que ces données soient gratuites et totalement accessibles au public.

## **Conclusion**

Le groupe de travail a trouvé qu'il existait des moyens immédiats et concrets permettant au Doha Round de tenir ses engagements quant à ses objectifs annoncés et sa promesse de favoriser le développement. L'engagement pour tous les membres de l'OMC—du Nord comme du Sud—d'entreprendre une libéralisation multilatérale et profonde en termes d'accès au marché est le moyen le plus direct par lequel l'OMC peut promouvoir le développement. Les mécanismes traditionnels de négociation de l'OMC ne génèrent pas le soutien politique nécessaire à la mise en oeuvre de la libéralisation dans des secteurs tels que l'agriculture ou les services. Bien qu'il y ait de « belles opportunités » à saisir, réaliser les objectifs ambitieux du Doha Round nécessite un engagement crédible pour mettre en place des outils alternatifs ne distordant pas les échanges, et pouvant aider les groupes qui perdront lors des réformes de politique commerciale accroissant le bien-être mondial. Ce besoin s'étend aux pays en

développement qui pourraient perdre le bénéfice de leur accès privilégié à certains grands marchés de l'OCDE, d'où notre appel aux pays accordant ces préférences pour qu'ils apportent une aide compensant ces pertes. L'argument en faveur de la compensation aux perdants ne relève pas de l'efficacité économique ni même de l'équité sociale, mais repose sur la reconnaissance qu'une telle compensation est nécessaire pour aboutir au bien public mondial que constitue un résultat ambitieux du Doha Round.

Un meilleur accès non discriminatoire aux marchés est nécessaire, mais en aucun cas suffisant pour augmenter les perspectives de croissance dans l'ensemble des pays en développement. Nombre de pays ne tireront guère de gains du seul Doha Round, même si ce dernier est ambitieux. Accroître les bénéfices du commerce pour un plus grand nombre de pays requiert un financement élargi et affecté à un mécanisme d'aide au commerce. Celui-ci procurera des ressources prévisibles destinées à compenser les contraintes en terme de compétitivité, les faiblesses en matière de régulation nationale, et enfin à faire face aux coûts d'ajustement—y compris ceux permettant aux pays de remplacer les politiques distordant les échanges par des outils alternatifs moins coûteux. Parallèlement à un effort mondial concerté pour accroître la disponibilité et l'accès aux données relatives aux politiques commerciales permettant une meilleure analyse et un contrôle plus efficace des conséquences des politiques et des réformes des politiques, la création d'une aide spécifiquement affectée au mécanisme d'aide au commerce permettrait d'atteindre un résultat ambitieux en matière d'accès aux marchés et prouverait de manière concrète que les objectifs en matière de développement sont pris au sérieux.

## **Références**

- Commission for Africa. 2005. 'Our Common Interest', Report of the Commission, March.
- Sutherland, Peter, and others. 2004. 'The Future of the WTO: Addressing Institutional Challenges in the New Millennium,' Geneva: World Trade Organisation.
- UN Millennium Project, Task Force on Trade. 2005. *Trade for Development*. New York: United Nations. Disponible sur <<http://www.ycsg.yale.edu>> et <<http://www.gem.sciences-po.fr>>.